

Concours : Magistrat Second grade

Epreuve : Note de synthèse

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Si leur nombre est difficilement évaluable, les chiffres oscillant entre 17000 (Doc 5) et 40000 (Doc 11) pour l'année 2018, il paraît néanmoins incontestable que les mineurs isolés étrangers désormais appelés "mineurs non accompagnés" (MNA) depuis 2016 (Doc 4) sont de plus en plus nombreux (Doc 4, 13). Les MNA sont des enfants âgés de moins de 18 ans, qui arrivent en France sans leurs parents et sans titulaire de l'autorité parentale (Doc 13). A ce titre, ils sont pris en charge dans le cadre du dispositif français de la protection de l'enfance (Doc 13). Le statut du MNA fait l'objet d'un encadrement strict (I) et ouvre droit à un régime protecteur aujourd'hui mis à mal (II).

I) L'encadrement strict du statut de MNA

Le MNA répond à une définition précise (A) et fait l'objet d'une évaluation spécifique (B).

A) La définition précise du MNA

Le MNA est une notion non juridique qui est construite autour de trois caractéristiques que sont la minorité, l'isolement et l'étranéité (Doc 4). La minorité est définie par l'article 388 du Code civil comme "l'individu de l'un ou l'autre sexe qui n'a point encore l'âge de dix-huit ans accomplis (Doc 4, 8, 12). L'isolement est défini par un arrêté du 17 novembre 2016 et fait référence à l'absence de personne majeure responsable légalement sur le territoire national ou qui prend effectivement en charge l'enfant et manifeste la volonté de se

le voir confier durablement (Doc 4). L'étranéité correspond au fait qu'il s'agit d'enfants étrangers et qui ne sont donc pas français (Doc 14). La caractéristique d'étranéité ne pose pas de difficulté particulière mais les caractéristiques d'isolement et de minorité sont plus difficiles à vérifier et le Défenseur des droits insiste sur l'importance de leur qualité (Doc 10). Dès lors qu'un individu est reconnu MNA, il ne peut pas être expulsé de France (Doc 14). La prise en charge de l'individu dépend donc de son évaluation (Doc 14).

B) L'évaluation spécifique du MNA

L'évaluation comporte trois points : l'évaluation sociale où l'intéressé doit expliquer son parcours et son histoire, la vérification des documents d'état civil si il en dispose et éventuellement un examen médical (Doc 14). Si le défenseur des droits a rappelé en 2016 qu'il convenait de prescrire les examens d'âge osseux afin de préserver la dignité des personnes (Doc 10), ces tests osseux sont prévus par l'article 378 du Code civil dans sa rédaction issue de la loi du 14 mars 2016 (Doc 8 et 12). L'article 378 du Code civil a été déclaré conforme à la Constitution comme ne méconnaissant pas l'exigence de protection de l'intérêt supérieur de l'enfant et les tests osseux sont donc désormais validés par le Conseil Constitutionnel (Doc 8 et 12). L'article 378 du Code civil prévoit toutefois que ces tests osseux ne peuvent être réalisés que sur décision de l'autorité judiciaire et après recueil de l'accord de l'intéressé (Doc 8 et 12). En outre, les conclusions de ces examens doivent préciser la marge d'erreur et ne peuvent à elles seules permettre de déterminer si l'intéressé est mineur, le doute profitant à l'intéressé (Doc 8 et 12). Enfin, l'article prévoit qu'en cas de doute sur la minorité de l'intéressé, il ne peut être procédé à une évaluation de son âge à partir d'un examen du développement pubertaire

des caractères sexuels primaires et secondaires (Doc 8 et 12). les tribunaux pour enfants sont susceptibles d'être saisis pour examiner les dossiers d'évaluation (Doc 7) et peuvent les écarter lorsqu'ils jugent que les rapports d'évaluation sont insuffisants (Doc 7). Il en est ainsi par exemple lorsqu'il n'est pas possible d'affirmer sans doute que l'intéressé est majeur, de sorte que, au bénéfice du doute, il doit lui être reconnu le statut demandé de mineur et la protection afférente à ce statut par son placement à l'ASE (Tribunal pour enfants de Vesoul 2/07/2018, Doc 7).

En ce qui concerne l'isolement, la Cour de cassation a eu l'occasion de rappeler que dès lors qu'un mineur ne dispose pas d'un représentant légal sur le territoire national ou est pris en charge par une personne majeure, il est considéré comme mineur isolé (Doc 6). L'évaluation permet de qualifier un individu de MNA mais le régime protecteur qui lui est applicable est mis à mal.

II) Un régime de protection mis à mal

les modalités de prise en charge des MNA (A) font l'objet de modifications particulièrement contestées (B).

A) les modalités de prise en charge du MNA

Afin de bénéficier de la protection de l'enfance, le mineur s'adresse au Conseil général du département où il se trouve (Doc 14). En effet, depuis la décentralisation, la protection de l'enfance est confiée aux départements et les services d'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) accueillent ces personnes pour une durée de cinq jours qui leur permet de évaluer leur situation (Doc 13). Aux termes de l'article 375-5 du Code civil, lorsqu'un service d'ASE signale la situation d'un mineur privé de la protection de sa famille, le procureur de la république ou le juge des enfants demande au ministère de la justice de lui communiquer pour chaque département, les informations permettant l'orientation du mineur concerné (Doc 3). le procureur ou le juge prend sa décision en stricte considération de l'intérêt de l'enfant (Doc 3).

les répartitions des mineurs entre les départements se font selon les modalités définies à l'article R 221-13 du Code de l'Action Sociale et des Familles (Doc 3) et selon une clé de répartition. Il faut dire que la prise en charge des MNA par les départements est devenue, au fil des années et du nombre grandissants de MNA arrivés sur le territoire, un problème budgétaire voire un sujet "explosif" ou encore une "maie bombe à retardement" pour les finances publiques (Doc 2). Dès le 31 mai 2013, un protocole d'accord avait pourtant prévu la prise en charge par l'Etat d'une partie des dépenses supportées par les départements au titre de la période d'évaluation et par un arrêté du 23 juillet 2018, l'Etat a encore apporté un financement exceptionnel aux départements au titre de la prise en charge "par l'ASE (Doc 2) Mais cela n'a pas suffi et la participation partielle de l'Etat aux dépenses de l'ASE a dû être pérennisée (Doc 2) le régime des MNA en encore été tourmenté récemment par des nouvelles dispositions particulièrement contestées.

B) La contestation des nouvelles modalités de prise en charge des MNA

Un récent décret prévoit de modifier les modalités d'évaluation de la minorité d'âge des enfants migrants. En effet, le décret du 30 janvier 2019 (Doc 9) prévoit qu'en soutien aux départements, les préfetures convoquent les jeunes, ce qui signifie que des coopérations entre l'ASE et les services de police seraient déployées sur l'ensemble du territoire (Doc 15). Un collectif de 19 associations syndiqués et organisations a contesté ce décret devant le Conseil d'Etat le 28 février (Doc 15). Ce décret autorise en outre la création d'un nouveau fichier biométrique national recensant les personnes se déclarant mineurs qui suscite l'inquiétude du défenseur des droits (Doc 11) en tant qu'il serait susceptible de favoriser les mesures d'éloignement (Doc 11). les associations redoutent en effet les expulsions qui pourraient intervenir

Concours section : Conc. complémentaire 2nd grade

Epreuve matière : Note de synthèse

N° Anonymat : **VXWMK829 LJ** Nombre de pages : 8

Concours : Magistrat Second grade

Epreuve : Note de synthèse

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



avant même la saisine du juge (Doc 11) et sur la base d'éléments peu fiables (Doc 15). En revanche, la loi de programmation 2013-2022 et de réforme pour la justice n'intègre finalement pas une nouvelle procédure qui avait été présentée par le gouvernement et qui permettait au préfet de région de réorienter les MNA vers un autre département de la région qu'il aurait désigné (Doc 1)

N°

515

N°

.../...

N°

.../...